

# Les enjeux sociopolitiques et environnementaux de l'urbanisation au Burkina Faso : cas de l'intégration du Canton de Zagtoui à Ouagadougou

---

Justin Wenceslas Sourbar HIEN<sup>1</sup>, Hervé Landry COULIBALY<sup>2</sup>

## Résumé

Les frontières de la Haute-Volta ont été tracées en 1919, date de création de la colonie. Rayé de la carte pour des raisons économiques en 1932, le territoire voltaïque est alors partagé entre le Soudan français (actuel Mali), le Niger et la Côte d'Ivoire. En 1947, la colonie est reconstituée dans ses frontières de 1932. Ouagadougou se voit confirmer sa place de capitale administrative. La reconstitution de la Haute-Volta entraîne effectivement des retombées immédiates sur le développement de la capitale du Mogho et de sa périphérie. L'impérialisme colonial a involontairement réactivé les velléités hégémoniques des Moose en érigeant Ouagadougou comme capitale politique de la colonie. De cinq arrondissements en 1995, la ville enregistre depuis 2012 douze et une population totale de 2 868 034 habitants, soit une croissance de +7,2% par an, sur une superficie de 21 930 hectares. En effet, la croissance de la ville de Ouagadougou a été très importante et mal contrôlée par les autorités depuis la période postcoloniale. Ce faisant, l'urbanisation galopante de la ville a englouti bon nombre de villages. L'article rédigé dans une perspective historique vise à montrer les effets induits de l'urbanisation galopante de la ville de Ouagadougou sur les entités politiques périphériques telles que Zagtoui.

**Mots clés :** Ouagadougou, Zagtoui, terre, environnement, économie, urbanisation

## Abstract

The borders of Upper Volta were drawn in 1919, when the colony was created. Wiped off the map for economic reasons in 1932, the Upper Volta territory was then shared between French Sudan (now Mali), Niger and Côte d'Ivoire. In 1947, the colony was reconstituted within its 1932 borders. Ouagadougou was confirmed as the administrative capital. The reconstitution of Upper Volta effectively has immediate repercussions on the development of the capital of Mogho and its outskirts. Colonial imperialism unwittingly reactivated the hegemonic tendencies of the Moose by erecting Ouagadougou as the political capital of the colony. From five districts in 1995, since 2012 the city has had twelve and a total population of 2,868,034 inhabitants, i.e. a growth of +7.2% per year, over an area of 21,930 hectares. Indeed, the growth of the city of Ouagadougou has been very important and poorly controlled by the authorities since the postcolonial period. In doing so, the rampant urbanization of the city swallowed up many villages. The article written in a historical perspective aims to show the induced effects of the galloping urbanization of the city of Ouagadougou on peripheral political entities such as Zagtoui.

**Keywords:** Ouagadougou, Zagtoui, land, environment, economy, urbanization

---

<sup>1</sup> Chargé de recherche, Institut des sciences des sociétés (INSS)/ CNRST / Burkina Faso. Mail : [myaogo.proline21@gmail.com](mailto:myaogo.proline21@gmail.com).

<sup>2</sup> Maître-Assistant, Université Joseph KI-ZERBO/ Ouagadougou, Burkina Faso.

## Introduction

Le Burkina Faso connaît un faible taux d'urbanisation par rapport à la sous-région ouest africaine : en 2009, 19.8% de la population habitent en ville, alors que le Mali ou la Côte d'Ivoire compte respectivement un taux d'urbanisation de 33% et 44.4% (UNCTAD, Handbook of Statistics, 2009). Cependant, la rapide et récente croissance des villes surtout Ouagadougou, engendre de nombreux défis socio-économiques et environnementaux. L'urbanisation du royaume de Ouagadougou connaît un essor suite à l'installation de l'autorité coloniale à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Entre 1924 et 1926, Ouagadougou connut un essor économique justifiant la transformation de son statut en commune mixte (C. Sissao, 1995, p. 119). Cette croissance économique était tributaire des cultures de rente comme le coton, devenu culture obligatoire dans les années 1920<sup>3</sup>. Capitale politique du Burkina Faso depuis 1947, la loi n°04/93/ADP du 12 mai 1993 portant organisation municipale fait de Ouagadougou une commune de plein exercice en 1995<sup>4</sup>.

La Haute-Volta<sup>5</sup> aujourd'hui Burkina Faso est donc un ensemble composite de sociétés offrant une palette complexe d'organisations sociales et politiques, toutes maintenues dans le même cadre territorial par le colonisateur. Les frontières de la Haute-Volta ont été tracées par la puissance coloniale française en 1919, date de création de la colonie. Rayé de la carte pour des raisons économiques en 1932, le territoire voltaïque est alors partagé entre le Soudan français<sup>6</sup> le Niger et la Côte-d'Ivoire. En 1947, la colonie est reconstituée dans ses frontières de 1932. Ouagadougou se voit confirmer sa place de capitale administrative, tandis que Bobo-Dioulasso, la deuxième agglomération du pays, demeure le centre nerveux de l'économie voltaïque : « ... *Ouagadougou retrouva son statut de commune mixte en 1950, faisant passer le nombre des communes voltaïques de 1 à 2* » (C. Sissao, 1994, p. 123). Mais, Ouagadougou a les deux statuts : le statut de capitale politique et économique à la période postcoloniale. L'impérialisme colonial a involontairement réactivé les velléités hégémoniques des Moose en érigeant Ouagadougou comme capitale politique de la colonie.

De cinq arrondissements en 1995, la ville enregistre depuis 2012 douze arrondissements avec désormais cinquante-cinq secteurs et une population totale de 2 868 034 habitants, soit une croissance de +7,2% par an, sur une superficie de 21 930 hectares<sup>7</sup>. En effet, la croissance de la ville de Ouagadougou a été très importante et mal contrôlée par les autorités depuis la période postcoloniale. Ce faisant, l'urbanisation galopante de la ville

---

<sup>3</sup>ANS, 3G1/22, Affaires politiques : Création, fonctionnement, vérification communes mixtes, Abidjan, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou (1919-1940).

<sup>4</sup>La loi n°04/93/ADP du 12 mai 1993 portant organisation municipale.

<sup>5</sup>Appelée aujourd'hui Burkina Faso

<sup>6</sup>Mali actuel.

<sup>7</sup>Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), 2018.

a englouti bon nombre de villages qui jadis étaient des localités éloignées et autonomes de Ouagadougou. Comment l'étalement de la ville de Ouagadougou a-t-il entraîné l'intégration de Zagtouli en devenant métropole ?

Pour y répondre, la méthodologie usuelle en histoire a été déployée. Celle-ci a consisté en des enquêtes de terrain et à la consultation d'archives coloniales ainsi qu'à des références bibliographiques variées. De l'exploitation de la documentation découle une structuration de l'étude en trois axes principaux : l'organisation socio-politique et économique du royaume de Ouagadougou, l'histoire de Zagtouli et l'impact de l'extension de la ville de Ouagadougou sur Zagtouli.

## **1. Le paysage socio-politique et économique du royaume de Ouagadougou à la période précoloniale**

La situation socio-politique et économique du royaume de Ouagadougou permet d'appréhender certains projets de l'administration coloniale.

### **1.1 L'organisation socio-politique du royaume de Ouagadougou**

Les Moose venus du sud du royaume de Gambaga (Ghana actuel), soumettent par la force les populations anciennement installées (Fulse, Kalamse, Kamboinse, Kibisi et Ninisi) : de cette histoire est née une dichotomie fondamentale, celle que traduit éloquemment Michel IZARD dans le titre de son ouvrage *Gens du pouvoir, gens de la terre* (M. Izard, 1985, 594p.). Les descendants du fondateur de la dynastie moaaga sont les gens du pouvoir, seuls détenteurs du *naam*, à la fois fondement théorique, symbole et légitimation de l'exercice d'un pouvoir sur les hommes au sein du royaume (Mogho). Pour Claudette Savonnet-Guyot, le *naam* est « *beaucoup plus que la force, c'est le droit* La conviction que tous les Moose, descendants de Wedraogo, ont vocation à exercer un commandement et à devenir des chefs » (C. Savonnet-Guyot, 1986, p. 91). Devient ainsi chef, celui qui a reçu le *naam*. Les chefs sont hiérarchisés entre eux au sein du Mogho (royaume), considéré comme une société unitaire et segmentée, en fonction de leur appartenance lignagère. La puissance des lignages augmentant avec leur proximité du lignage royal, c'est la généalogie qui détermine la hiérarchisation politique des chefs. Chez les Moose, il y a la coexistence fondamentale de deux pouvoirs principaux au sein de la société. Nous avons d'une part le pouvoir politique, prérogative longtemps exclusive des descendants des premiers conquérants, et d'autre part le pouvoir de la terre, resté aux premiers occupants du sol. La conquête moose ayant en effet respecté les droits fonciers et religieux des peuples anciennement installés, les Tengsoba (maîtres de la terre), détenteurs de ces pouvoirs, sont restés maîtres des cultes et rituels liés au sol ; il leur revient théoriquement d'en garantir à tous la jouissance. Cet acte est signalé dans plusieurs contrées africaines. À tout vivant doit être concédé suffisamment de terre pour

les besoins de sa subsistance. Parce que la terre est source universelle de vie, aucun peuple n'est autorisé à l'accaparer au détriment des autres. Une des manifestations importantes de ce pouvoir est celle qui oblige tout nouveau Tengnaba (chef de village et détenteur du commandement politique) à obtenir du Tengsoba le sacrement de la terre, et cela est vrai pour toute la pyramide politique, des chefs de village au Mogho Naba (C. Savonnet-Guyot, 1986, p.104).

L'expansion territoriale du Mogho est portée par une philosophie du pouvoir, celle du *naam*, qui est constitutive de l'identité des Moose. Il en découle une certaine vision morale et religieuse de l'Empire, ou du moins de l'impérialisme qui sous-tend l'expansion initiale du Mogho. Les nanamse sont en effet les détenteurs d'un pouvoir conféré par un *chef-Dieu /Naaba Wende*. La nature divine de leur charge les conforte dans leur bon droit à gouverner les hommes, fût-ce de façon brutale. Un des atouts est la maîtrise de l'art équestre. C'est pourquoi les voisins ne sont jamais à l'abri de leurs raids pourvoyeurs de captifs. Dans ce contexte, la guerre, qui permet de repousser les limites du Mogho, a vraisemblablement été considérée comme juste en même temps que nécessaire sur le plan économique.

## 1.2 La vie économique du royaume de Ouagadougou

Les dynasties moose ont développé et entretenu les activités des paysans et des forgerons pour se procurer des produits alimentaires et les armes dont elles avaient besoin. Elles ont certes aussi su attirer et utiliser les artisans et les commerçants (Yarsé, Dioula, Haoussa) pour renforcer et étendre les réseaux d'un puissant État en gestation (C. Savonnet-Guyot, 1986, p.114), surimposant ainsi à une société essentiellement constituée de cultivateurs et d'éleveurs, une organisation sociale plus complexe et hiérarchisée au service de l'État. Les paysans contribuaient aussi à l'entretien des différents niveaux de gouvernement et le Mogho naba lui-même recevait périodiquement de tous ses sujets des produits alimentaires. L'essentiel de sa richesse provenait toutefois des taxes prélevées sur les commerçants, à Ouagadougou comme sur tous les marchés du royaume (E. P. Skinner, 1972, p. 250).

Le royaume de Ouagadougou ne brillait pas par des activités économiques. En effet, les paysans moose produisent essentiellement le mil, le sorgho, le haricot et souvent du maïs par endroits : « *les Mossi sont des agriculteurs de mil, base de leur alimentation* » (M. Izard, 1970, p. 10). L'essentiel de la production est destiné à l'autoconsommation villageoise et à entretenir une sphère de redistribution. C'était le pilier de l'économie du Wogdogo. Malgré les efforts des paysans, ces productions agricoles se heurtent souvent à la contrainte d'un paysage agricole fragile et donc peu productif. C'est ainsi que les disettes et les famines ont été monnaie courante en raison des récurrents déficits pluviométriques et de quelques catastrophes naturelles chroniques comme les invasions de sauterelles « *les ennemis des cultures (chenilles et sauterelles) ont compromis le*

développement des cultures et les indigènes ont été obligés de réensemencer plusieurs fois à Tenkodogo, Ouagadougou, Dédougou, Ouahigouya »<sup>8</sup>. La modicité des récoltes s'explique également par le souci de préserver un écosystème fragile. Mais cet écosystème a été détruit avec les cultures de rente telles que le coton à l'époque coloniale : « *La production de coton et d'arachide est sans doute l'explication de l'évolution de l'espace cultivé dans les années 1920-1940, en même temps que celle des départs en masse. Les cultures commerciales ont exagérément provoqué l'extension de l'espace agricole sur les meilleurs sols non encore essartés ...* » (J.Y. Marchal, 1986, p. 410). Nous avons également l'artisanat. Les Moose – essentiellement les femmes – produisent en effet des pagens avec le coton produit sur place : « *La culture du coton est une tradition très ancienne dans le Mossi. Chaque femme sait filer le coton; et dans la plupart des enclos familiaux, un ou plusieurs hommes ont appris à tisser avec des métiers de fabrication locale...* » (J.M. Kohler, 1971, p. 227). Au côté des productions agricoles, il y avait aussi l'élevage qui assurait la vie économique des Moose. Les produits agricoles et les produits de l'élevage avaient pour but d'assurer la subsistance alimentaire des familles moose.

La situation précaire de l'économie moaaga permet d'appréhender le jugement du capitaine Louis-Gustave Binger qui, visitant le Mogho en juin 1888, estime que ce pays est « engourdi ». Pis, à en croire cet officier, « Tout le monde vivote » au Mogho (L.G. Binger, 1892, p. 460). Il ajoute :

Je m'attendais à trouver quelque chose de mieux que ce qu'on voit d'ordinaire comme résidence royale dans le Soudan, car partout on m'avait vanté la richesse du naba, le nombre de ses femmes et de ses eunuques. Je ne tardai pas à être fixé, car, le soir même de mon arrivée, je m'aperçus que ce que l'on est convenu d'appeler palais et sérail n'est autre chose qu'un groupe de misérables cases entourées de tas d'ordures, autour desquelles se trouvent des paillotes servant d'écuries et de logements pour les captifs et les griots. Dans les cours, on voit, attachés à des piquets, quelques bœufs, moutons ou ânes, reçus par le naba dans la journée, offrandes n'ayant pas encore de destination (L.G. Binger, 1892, p. 23).

La situation économique du royaume de Ouagadougou n'était donc pas reluisante, pour drainer les investisseurs. La colonisation a contribué à rehausser son image pour des raisons politico-économiques. C'est dire que l'érection de Ouagadougou comme capitale a été à l'origine de son extension, ce qui a entraîné la transformation des villages voisins en de véritables quartiers de la capitale, à l'image de Zagtoui jadis une entité politique autonome.

---

<sup>8</sup>ANBF, N°39, Le rapport agricole annuel de la Haute-Volta de 1930.

## 2. Les origines du canton de Zagtouli

L'histoire de Zagtouli est intimement liée à celle du royaume de Ouagadougou. Et elle se poursuivra avec l'extension de la commune de Ouagadougou.

### 2.1 La naissance de Zagtouli

L'histoire de Zagtouli se rattache à celle de Ouagadougou. En effet l'occupation ancienne du site de Zagtouli est liée à des querelles de successions au trône :

Aux origines, Zagtouli serait le fruit d'une querelle de succession au trône de Bilbalogo entre trois frères. En effet, l'ancêtre qui régnait n'avait pas de garçon. Il n'avait que des filles, donc c'était ses trois cousins qui devaient assurer la succession. Au moment venu, de régner, l'aîné qui devait succéder à l'oncle, était parti à l'aventure. Il ne restait que les deux autres. L'aîné étant absent, le trône a été confié au plus âgé des deux autres. Il fut intronisé comme chef, c'est lui qu'on appelle le Balm naaba. Il est intendant au palais du Mogho naba. C'est lui, qui, dans ses attributs, vénère le Mogho naba. Ce geste signifie, balm nama (vénérer le naba)<sup>9</sup>.

Le Balm naba est le principal administrateur du palais. On pourrait l'assimiler à un ministre des finances de l'administration moderne. Il est le chef de protocole du Moog-Naaba et responsable de toutes les affaires ayant trait aux finances du souverain, du panthéon et de la gestion quotidienne du personnel domestique du Moog-Naaba : « *le Balm-Naaba est d'après les traditions, un descendant de rima, c'est-à-dire un prince légalement autorisé à compétir pour le trône vacant de sa localité* » (L. Simopré et D. Nacanabo, 2006, p. 52). Cela sous-entend que les fondateurs de Zagtouli sont de la lignée du Moog-Naba de Ouagadougou. L'ancêtre commun de Bilalogo et Zagtouli Rinba aurait été « *un fils de Wédraoogo qui, contrairement à ses frères renonça à la chefferie pour se consacrer à la danse* » (L. Simopré et D. Nacanabo, 2006, p. 52).

Après quelques années, l'aîné aventurier, de retour, ne put intégrer le domicile familial. Il dut sur recommandation des sages conquérir un nouvel espace inhabité pour son installation. Le site choisi serait l'emplacement du village de Zagtouli actuel. Ainsi comme l'explique Naba Kango<sup>10</sup> :

La famille lui donna la nouvelle relative à la succession au trône. Elle ordonna à l'aventurier d'aller un peu loin s'installer, dans une zone inoccupée. C'est cette nouvelle occupation qui serait baptisée Kogtenga autrement dit à kongam nam (il a raté la chefferie) ... Après quelques années, les sages estimèrent qu'il fallait

---

<sup>9</sup>Naba KANGO, entretien réalisé le 11 décembre 2020 à Zagtouli.

<sup>10</sup>Naba KANGO, idem.

changer la position du palais, c'est-à-dire réorienter le palais d'où le nom Zagtouli, autrement Zaka toulga mɛ (la maison a été réorientée). Le nom initial de la localité serait Kogtenga, raté le pouvoir. Un nom donné, en souvenir des circonstances de la création du village par l'ancêtre hyponyme, qui pour raison de déplacement, n'a pu jouir de son droit d'aînesse vis-à-vis de son jeune frère rester sur place. Un autre fait important dans ce récit, c'est la ré-nomination de la localité, suite à une réorganisation architecturale de la cour royale. Cette réorganisation pourrait s'expliquer par un besoin de sécurisation de la cour royale, vu les circonstances de la création du village.

L'installation de l'ancêtre n'a fait l'objet d'aucune difficulté. Aucune bataille, aucune négociation, puisqu'il s'agissait d'une zone inoccupée. « à notre arrivée la zone n'était pas occupée »<sup>11</sup>.

Selon Naba KANGO, le troisième frère serait allé fonder le village de Yimdi plus à l'ouest :

Les chefs de Bilbalgo, Gnimdi et de Tanghin-Dassouri se sont du même sang. Le premier a eu le pouvoir à Bilbalgo et les deux autres se sont énervés et quitter le village. En chemin pour un autre site, le deuxième décida de s'installer dans la zone actuelle de Zagtouli et de construire son palais autrement dans une autre direction afin d'oublier le choc. Il ordonna au troisième d'aller derrière les collines s'installer. Donc, Bilbalgo, Zagtouli et Gnimdi c'est la même famille<sup>12</sup>.

Le frère qui créa Yimdi, n'avait en aucun moment abandonné Ouagadougou, avant le décès du père. La fondation du village de Yimdi, pourrait s'expliquer par le fait que tout perdant devait tout simplement quitter le domicile familial, non seulement pour sa sécurité personnelle, mais aussi pour la quiétude dans le royaume. Et c'est dans ce sens que l'on pourrait expliquer la création de Zagtouli par le frère aîné perdant à double niveau : le droit d'aînesse d'une part et le pouvoir d'autre part : « ... suite à la querelle de succession, le frère parti à Yimdi aurait conseiller son frère resté à Zagtouli de construire sa case à l'envers, c'est-à-dire donner dos à Bilbalgo, pour éviter de les regarder. Et celui qui continua à Yimdi devrait aussi s'y installer dans l'espoir d'oublier cette querelle. D'où le nom Yimdi qui veut dire oublier »<sup>13</sup>.

Durant la période coloniale, Zagtouli a été érigé en chef-lieu de canton dans le cadre de la mise en œuvre de la politique coloniale, surtout pour le recouvrement de l'impôt.

## **2.2 L'organisation socio-politique et économique du canton de Zagtouli : le résultat des grandes mutations historiques**

---

<sup>11</sup>Naba KANGO, entretien réalisé le 11 décembre 2020 à Zagtouli.

<sup>12</sup>SIMPORE Kassoum, entretien réalisé le 14 décembre 2020 à Zagtouli.

<sup>13</sup>Naba KANGO, *op.cit.*

La vie de Zagtouli sur le plan politique est organisée à l'image des royaumes moose. Nous pouvons avoir des variances liées aux circonstances dans lesquelles chaque entité politique est née et les différentes formes d'influences des royaumes voisins. Le tout couronné par des velléités de dominations très prononcées dans un contexte d'esprit d'indépendance qui anime bon nombre de chefferies.

Sur le plan politique, Zagtouli était un chef-lieu de canton qui commandait des villages comme Bonga, Zongo, Bassinko. Par la suite ils ont pris leur indépendance. Mais le découpage administratif actuel a beaucoup perturbé cette organisation traditionnelle, à tel point que Zagtouli est dans plusieurs arrondissements : 6, 7, 8 et 3 et une petite partie dans Tanghin-Dassouri.

Au point de vue organisationnel, à l'origine, l'organisation était basée sur les quartiers, avec des responsables de quartiers à savoir le plus ancien qui est choisi comme responsable. En plus, il y avait les notabilités du chef à l'image de l'organisation politique des royaumes moose. Nous avons le Young naba comme Premier ministre, le Saman naba, le Rasam naba, le Kobi naba, le Nabiga naba. Aujourd'hui, nous avons une soixantaine de responsables de quartiers qui travaillent en collaboration avec le chef pour la gestion de la cité. Dans le village, la gestion est bien appréciée par les populations. S'il y a un problème, certaines populations se réfèrent toujours au chef, et la décision du chef est respectée. L'administration à travers la mairie se réfère parfois au chef pour ses projets de développement. En effet, le Conseil municipal bénéficie de l'implication totale des chefs coutumiers qui ont d'ailleurs créé une association des chefs coutumiers de l'arrondissement n°8. Ils se consultent, périodiquement pour le développement de la localité. La création des quartiers répond ainsi à une logique de développement administratif et de contrôle politique qui enserré dans un maillage hiérarchique systématique et place sous la tutelle royale les individus et leurs biens.

Sur le plan social, chaque responsable de quartier est tenu d'organiser les événements sociaux, par exemple les mariages, excepté le quartier du chef où tout le monde est obligé de célébrer chez le chef. Mais s'il y a un mariage, ils sont tenus d'en informer le chef. Ce qui montre que son autorité est toujours respectée malgré la diversité de communautés. Par ailleurs 40 à 60 % de ses notables ne sont pas forcément des Moose ou du village de Zagtouli. Cette forme d'organisation permet d'avoir une main mise sur les différentes communautés et de régler aisément les différents différends qui surviennent. Les chefs coutumiers contribuent énormément à la vie de la cité, pour une bonne cohésion sociale.

Au plan économique, la majorité de la population exerçait l'agriculture. La terre appartenait au chef. Les produits forestiers ligneux et non ligneux (les noix de karité, le néré), lui revenaient de plein droit. Chaque paysan qui cueillerait des fruits dans son champ devrait les présenter au chef qui prélève une partie. Cette agriculture était accompagnée d'élevage de petits ruminants et de volaille. De nos jours, il n'y a plus de

terres cultivables. Et cela se justifie par l'urbanisation galopante de la ville de Ouagadougou. La plupart des populations sont dans le commerce, et les activités artisanales (couture, coiffure, maçonnerie).

### **3. L'érection de Ouagadougou comme capitale politique de la Haute-Volta : prémisses d'une influence sur les autres entités politiques voisines ?**

Plusieurs localités de la colonie pouvaient être érigées comme capitale de la colonie de Haute-Volta en l'occurrence Bobo-Dioulasso, qui était pressentie dans les différentes propositions coloniales. Cependant, le choix fut porté sur Ouagadougou.

#### **3.1 Les raisons politiques**

Le 1<sup>er</sup> mars 1919, un décret porte création de la Haute-Volta, territoire regroupant le Mogho et les populations du haut bassin de la Volta. Après de nombreuses hésitations, le lieutenant-gouverneur de la nouvelle colonie, François Charles Alexis Édouard HESLING (1919-1927), opte pour l'établissement de son chef-lieu à Ouagadougou, bien que Bobo-Dioulasso eût la préférence de nombreux fonctionnaires. Le choix de Ouagadougou se justifie par un certain nombre de raisons. La Haute-Volta est sous encadrée dès sa création. C'est une politique visant à mettre l'accent sur le groupe ethnique majoritaire afin d'administrer facilement toute la colonie. L'établissement du gouvernement à Ouagadougou est de nature à berner l'esprit du Mogho Naba afin d'atteindre les objectifs coloniaux. Si Ouagadougou avait en réalité déjà acquis une certaine renommée, ce n'était certes pas en raison de son opulence, mais essentiellement de son statut de capitale politique et administrative du vaste et puissant royaume moose. Durant toute la période pré-coloniale, le développement économique de Ouagadougou n'était guère reluisant. Ce fut probablement sous le règne du Naba Ouaraga (1666-1681) qu'elle devint définitivement la première ville du royaume et que sa structure urbaine se mit en place, autour du quartier résidentiel du Mogho Naba dénommé Panguin ("quartier de la force") (E. P. Skinner, 1972, p. 18). En 1919, après les multiples témoignages de loyauté du roi Koom II à l'égard de la France lors de la Première Guerre mondiale, la colonie de Haute-Volta est créée et la capitale royale en devient le chef-lieu.

La création de la colonie de Haute-Volta et le choix de Ouagadougou comme capitale du territoire en 1919 a donné une certaine prééminence à cette entité politique jadis dans une situation de précarité. Elle fait de la capitale royale un centre de décision sans égal dans le Mogho et sur l'ensemble du territoire voltaïque. Les politiques coloniales de la « mise en valeur » accroissent considérablement le prestige de Ouagadougou et de son chef. Cependant, la crise économique de 1929 met fin à son essor. Elle perd sa fonction de capitale et son statut de commune mixte, entraînant de ce fait la disparition du budget

communal. La ville végète, sa population décline jusqu'à 10 500 en 1931<sup>14</sup>. C'est à la fin de la période coloniale, que Ouagadougou a pris les allures paysagères d'une ville, certes encore modeste (37 678 habitants en 1951 et 51 500 en 1960).

### 3.2 Les motifs économiques

Les politiques économiques impériales se fondent sur l'exploitation des ressources des territoires sous domination coloniale. Un des axes de cette politique est le développement des cultures obligatoires comme le coton en fonction des potentialités des différentes colonies.

Mais, l'appareil bureaucratique colonial actuel ne peut à lui seul réussir cette mission d'exploitation des ressources des colonies, donc elle ne peut faire l'économie d'une collaboration avec la noblesse moaaga. Le recouvrement de l'impôt, l'extinction des derniers foyers de résistance contre l'occupation française, le recrutement forcé de la main-d'œuvre et des soldats, tout comme le passage d'une culture vivrière à une culture d'exportation, sont des tâches trop lourdes pour être confiées aux seuls administrateurs coloniaux. Les travaux des explorateurs confirment la présence d'une immense richesse naturelle et humaine en Haute-Volta. Et la nécessité d'une collaboration avec les populations s'impose.

C'est dans cette optique que la Haute-Volta fut choisie comme zone par excellence de la production cotonnière et une attention particulière est portée sur le Mogho car, selon les explorateurs, il regorge une importante main d'œuvre. Donc, Ouagadougou est une zone stratégique à deux niveaux. D'une part, il existait une tradition de culture du coton, de ce fait il suffit de l'améliorer. Et d'autre part, il dispose d'une main-d'œuvre abondante. Avant l'intrusion des Français, les populations voltaïques avaient une tradition de culture cotonnière. Dès lors, toutes les conditions étaient réunies pour faire de la colonie, une zone par excellence, à forte production de coton. Cependant les acteurs devaient abandonner la production extensive à faibles rendements agricoles en lieu et place d'une production intensive : « *Les rendements étaient très faibles -150 kg/ha au maximum...* » (A. Schwartz, 1993, p. 2).

Considérant sans originalité que les Moose sont assis sur des richesses inexploitées, HESLING intensifie la culture du coton dont la production passe de 300 tonnes au cours de la campagne 1923-1924 à 6238 tonnes en 1925-1926. Les matières premières étant disponibles, il faut penser à la transformation ; d'où l'installation des ouvriers pour la production de tapis de haute laine : « ouvriers ont été fondés entre 1917 et 1923... Mais comparativement aux ouvriers de Ouagadougou, de Toma et relativement celui de Koupéla, l'ouvrier de Bobo-Dioulasso n'a pas connu de succès » (A. Sambaré, 2018, p. 93). L'échec des ouvriers de Bobo-Dioulasso a contribué au rayonnement des autres

---

<sup>14</sup> "Haute-Volta : crédits pour le rééquipement". - in Journal officiel de la République française : Débats de l'Assemblée de l'Union française. - n° 41, 22 juin 1949. p.766.

sites tels que Ouagadougou. En 1920, l'atelier de tissage de tapis connaît un essor, tout comme la filature de Ouagadougou. Les procédés de fabrication ne cessent de se moderniser. L'ouvrage finit par devenir une attraction pour tous les Européens qui viennent à Ouagadougou. Ajoutons que, signe de l'ouverture du Mogho sur l'économie-monde, ses tapis sont présentés lors des expositions coloniales de Marseille en 1922, puis de Vincennes en 1931, remportant au passage de nombreux prix, dont celui remporté en 1925 au cours de l'exposition des Arts décoratifs de Paris (R.M. Sondo, 1998, p. 200). Mais il faut noter des intérêts divergents entre la chefferie traditionnelle et l'administration coloniale, car les colonies doivent davantage rapporter qu'elles ne coûtent. Le succès de certaines entités politiques est tributaire des politiques coloniales visant à la création des conditions devant faciliter l'exploitation de ses ressources. Ces considérations coloniales auront pour effets l'extension de ces zones entraînant la disparition des villages voisins qui deviendront plus tard de nouveaux quartiers. Cette extension a ravivé les mémoires d'empire qui lui préexistaient.

#### **4. Les effets induits de l'extension de la ville de Ouagadougou sur Zagtoui**

Zagtoui relève désormais de la commune de Ouagadougou. Cette intégration impacte de diverses manières la vie des populations.

##### **4.1 L'impact sur la gestion du patrimoine foncier de Zagtoui**

Après l'indépendance, malgré le transfert de tous les pouvoirs et la mise en place d'une législation foncière, il n'y a pas eu de politiques urbaines rigoureuses d'envergure qui accompagne l'explosion démographique et l'extension spatiale de la capitale du fait des difficultés liées à la décentralisation. Elle a pour but de créer un minimum de conditions dans les chefs-lieux de région afin de réduire l'arrivée massive des migrants dans la capitale. Mais, l'attraction de la capitale se justifie pour des raisons historiques et économiques. Il y a l'action de la puissance impérialiste et le détournement du statut de la capitale économique initialement donnée à la ville de Bobo-Dioulasso au profit de la ville de Ouagadougou. Ce statut de capitale politique avec autant d'industries draine d'autres investisseurs dans divers domaines tels que les universités, les sociétés immobilières, etc. ; d'où le boom démographique dans la capitale. La croissance urbaine soutenue et les bouleversements morphologiques qui en découlent et expriment la pression accrue sur l'espace urbain se traduisent diversement selon l'histoire des villes, leur ancienneté et la genèse de leurs populations.

Quelques chiffres concernant la population de Ouagadougou de 1975 à 2000 :

172661 habitants (INSD, 1975)

441514 habitants (INSD, 1985)

688399 habitants (INSD, 1990 estimation réalisée sur la base du taux de 9,45%).

1710730 habitants (INSD, 2000 estimation réalisée sur la base du taux de 9,45%).

Ces effectifs montrent que la population urbaine augmente rapidement et cela impacte les superficies des entités politiques voisines de Ouagadougou.

L'évolution exponentielle de la population (environ 10 % entre 1975 et 1985) est due au double phénomène d'accroissement naturel et d'immigration urbaine, en relation avec l'extrême pauvreté dans les campagnes. Les migrants en arrivant, cherchent d'abord à s'implanter à l'intérieur de la ville ; soit chez les parents, soit en location. La pratique est courante, surtout la première, parce qu'il n'est pas possible pour les nouveaux arrivants de trouver un terrain pour bâtir une maison d'habitation. Les habitants des quartiers non lotis arrivent donc, pour la majorité d'entre eux, des quartiers lotis voisins. Ne pouvant pas habiter dans la ville de Ouagadougou pour des raisons liées au coût des loyers qui grimpent régulièrement, certains migrants préfèrent s'installer au niveau de la périphérie dans des habitats précaires en attendant d'éventuelles opérations de lotissements. De 1960 à 1980, 200.000 nouveaux citoyens environ se sont installés à Ouagadougou et 1040 ha ont été aménagés dans le cadre des opérations publiques de lotissement. La multiplication des quartiers périphériques est apparue dès le début des années 1970. Ils représentaient avec 4.900 ha, près des trois quarts de la superficie urbaine en 1980 (A. Traoré, 1993, p. 9). C'est pourquoi la superficie des quartiers non-lotis s'est intensément développée, accueillant de plus en plus de migrants : « je suis un nomade dans les quartiers non-lotis. Après chaque lotissement, je vends la parcelle obtenue et je vais m'installer encore dans la périphérie »<sup>15</sup>. Ce sont des pratiques non maîtrisées par l'autorité qui entraînent une extension démesurée de la commune de Ouagadougou engendrant ainsi d'autres conséquences telles que la spéculation foncière. La spéculation foncière est une des causes des luttes d'indépendance et d'éclatement des différentes entités politiques jadis unies et solidaires.

Toujours au niveau des inconvénients, avec le lotissement il n'y a plus de champs pour l'agriculture familiale. Cette situation a contribué à augmenter le taux de chômage dans la localité tributaire à l'accaparement des terres par les promoteurs immobiliers. En effet, il y a quelques années que l'État avait suspendu les attributions au profit des promoteurs immobiliers, qui font la kermesse devant les structures locales :

Les propriétaires terriens à la vue de cette mesure ont ignoré les maires. On nous contourne à chaque fois avec les promoteurs. Imaginez quelqu'un vous appelle qu'on est en train de mettre des bornes quelque part et nous on n'est au courant de rien. C'est vrai le ministère a fait de son mieux pour orienter ou guider la chose,

---

<sup>15</sup>KOMPAORE Assimi, entretien réalisé le 12 décembre 2021 à Zagtoui.

mais malheureusement nous constatons un désordre des promoteurs qui ne viennent vers nous que pour demander un accompagnement par une délibération<sup>16</sup>.

Selon cet élu local, la suspension du lotissement crée plus de difficultés :

Il y a des cas de litiges qui datent d'une dizaine d'années. Quand on a suspendu, on ne peut rien corriger, on ne peut rien résoudre, on ne peut décider du problème de deux personnes qui sont attributaires d'une même parcelle. Et ça va faire un jour une nouvelle situation (problème). Le jour où la mesure sera levée, la commission va délibérer pour un des deux, si les promoteurs ont tout fini et on ne peut plus faire de lotissement<sup>17</sup>.

Pour le Conseiller, la mairie est impliquée dans la gestion des lotissements afin de délivrer les actes administratifs ; elle joue le rôle d'accompagnant. Et les promoteurs ne vont vers les autorités municipales que pour demander un accompagnement par une délibération. Cela crée beaucoup de mécontents. La mauvaise implication de l'État dans la question foncière a rendu davantage complexe le problème du foncier au Burkina Faso. Aujourd'hui, la capitale burkinabè est caractérisée par une double identité foncière. Une organisation foncière publique importée de la pensée coloniale dite « lotie », et une organisation foncière informelle issue de la culture villageoise dite « non-lotie ».

## **4.2 L'impact de l'extension de Ouagadougou sur l'agriculture de Zagtouli**

L'agriculture urbaine et périurbaine à l'intérieur et dans la ceinture de Ouagadougou prend de nombreuses formes, avec différents types d'exploitations de cultures caractérisées par différentes dispositions spatiales et d'occupation et l'accès à des installations d'irrigation. Ceux-ci peuvent être classés dans deux grandes catégories : les sites situés le long du réseau hydrographique de la ville (barrages, rigoles, canal central, marigots temporaires ou permanents, etc.) et ceux autour des rejets d'eaux usées.

L'agriculture de Zagtouli se révèle être une activité essentielle pour la ville de Ouagadougou. Son importance se perçoit au regard de la forte progression des superficies qui lui sont consacrées. Au-delà de la superficie qu'elle occupe, l'agriculture urbaine est au cœur d'un secteur économique et social important, dont les retombées ne sont pas seulement perceptibles par les cultivateurs. Elle nourrit ceux qui la pratiquent, mais plus globalement l'ensemble des habitants de la ville de Ouagadougou. Elle est donc aussi créatrice d'emplois et source de revenus pour une part non négligeable de Ouagalais : *« je fais du maraîchage au cours de la saison sèche c'est-à-dire de décembre à mars. Et cela peut me rapporter entre 300 000 et 500 000 F CFA en*

---

<sup>16</sup>SIMPORE Kassoum, entretien réalisé le 14 décembre 2020 à Ouagadougou

<sup>17</sup>SIMPORE Kassoum, *idem*.

*fonction du niveau de tarissement des points d'eau* »<sup>18</sup>. C'est une activité du secteur informel, donc les statistiques font défaut. Toutefois, il n'est pas rare de rencontrer, à Ouagadougou, des personnes pratiquant le maraîchage, y compris certaines ayant une autre activité professionnelle et pour qui l'agriculture urbaine devient une activité d'appoint, complémentaire. Mais, l'agriculture périurbaine est intimement liée à l'accès à la terre.

La pression foncière reste l'un des défis majeurs de l'agriculture de Zagtouli. Au plan local, la sécurité foncière est réservée et octroyée par les chefs coutumiers et les héritiers. Cependant, avec l'extension de la ville de Ouagadougou, l'accès à la terre se joue sur plusieurs terrains. En plus des anciens acteurs, il faut prendre en compte dorénavant la Municipalité qui, avec les autres, constituent les principaux détenteurs de droit de contrôle sur la terre :

Le chef de Zagtouli, nous avait autorisé à exploiter environ deux hectares. Mais avec les nouveaux lotissements, nous n'avons même pas un mètre carré, nous étions obligés de remonter plus loin dans les non-lotis toujours relevant de son autorité pour nous installer et pratiquer l'agriculture. Mais aujourd'hui encore, nous n'avons même un lopin de terre. Si ce n'est que cette superficie autour du point d'eau <sup>19</sup>.

De façon unanime, les acteurs reconnaissent les contributions multiformes de l'agriculture urbaine et périurbaine à Ouagadougou. Elle contribue, de leur point de vue, à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois. Elle est la source principale d'approvisionnement en légumes de la ville de Ouagadougou. Mais, avec l'extension démesurée de la capitale et la non prise en compte de l'agriculture familiale dans les politiques d'urbanisation, ce secteur est en voie de disparition. L'agriculture urbaine favorise un microclimat et permet le recyclage des déchets solides et la réutilisation des eaux usées.

### **4.3 L'impact socio-politique**

La stabilité de Zagtouli a attiré et a maintenu de nouveaux migrants qui engendre la mise en place de 13 quartiers au fil du temps. Aujourd'hui avec la prolifération de non lotis, environ une dizaine de quartiers s'est ajouté au 13 plus anciens. L'actuel chef de Zagtouli, Naaba KANGO a procédé à la création de nouveaux quartiers en nommant des responsables afin de faciliter la gestion de sa circonscription. Quand le regroupement d'hommes atteint un seuil pouvant remettre en cause l'ordre ancien et rendre la gestion de la communauté plus complexe qu'autrefois, la réorganisation du cadre de vie s'impose à l'autorité politique. L'espace urbain est par définition un espace de

---

<sup>18</sup>SAVADOGO Salamata, entretien du 17 décembre 2020 à Zagtouli

<sup>19</sup>KABORE Ali, entretien du 19 décembre 2021 à Zagtouli

concentration humaine mais aussi économique ou culturelle. Les cultures s'y superposent, la culture étant la manière de vivre d'une communauté ou d'un peuple. Donc, autant d'hommes d'origines diverses autant d'éléments culturels dans la zone d'accueil. Et cette cohabitation de plusieurs membres appartenant à d'autres communautés peut donner lieu à la naissance d'une ou plusieurs manières de vivre. Le mariage inter et extra communautaire contribue davantage à un mélange de cultures. Si certaines normes, véhiculées par des représentants plus puissants que d'autres semblent dominées, les autres univers culturels sont rarement effacés. Les différentes communautés célèbrent leurs événements heureux et malheureux sur la base des principes culturels de leurs villages d'origine, mais souvent avec des variantes. Ces manifestations diverses et diversifiées se déroulent souvent à l'insu de l'autorité traditionnelle. Et cela impacte l'autorité du chef traditionnel. En cas de litige entre les membres de la cité, la gestion de la crise ne peut qu'être complexe et influence la cohésion sociale. L'extension de la ville de Ouagadougou a entraîné la naissance du bicéphalisme dans la gestion de la cité. D'une part, les populations anciennement installées connaissent et respectent les us et coutumes dans la zone d'accueil et d'autre part la population récemment installées dans un contexte de communalisation intégrale ont le maire comme autorité.

La capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, s'étale et intègre les villages environnants en devenant métropole. Le renforcement du pouvoir politique du maire à émietté celui du chef de Zagtouli. Et les décisions de justice prises par le chef de Zagtouli sont nulles et non avenues aux yeux des communautés non moose. Et selon elles, la seule autorité reconnue est celle du maire et des autres au nom de l'État. L'autre aspect non moins négligeable, c'est cette perte des valeurs culturelles qui régissaient la communauté. Les migrants sont capables de réinterpréter en ville des pratiques de sociabilité et d'usages de l'espace acquis ailleurs, en milieu rural : *« l'attention est attirée sur les "espaces sociaux" que ne parviennent pas à soumettre totalement les mécanismes de contrôle étatique, alors que la ville semblait devoir inexorablement, nécessairement, devenir le lieu par excellence de l'emprise du pouvoir moderne »* (J.-M. Gibbal, 1981, p. 9). Et selon Georges BALANDIER :

« Le fait remarquable restait la recherche constante de modes d'ajustement, l'effet positif d'une socialité inventive qui n'abandonnait pas le milieu urbain à l'anomie et, au-delà, au désordre. L'innovation culturelle ne se réduisant pas aux formes imitatives des manières européennes, celles qui définissaient la catégorie des "évolués" ». (G. Balandier, 1985, p. XVII).

L'analyse démographique urbaine doit prendre comme sujet d'observation les personnes vivant en ville et non pas les entités urbaines afin de recadrer le débat sur les acteurs sociaux eux-mêmes et leurs comportements spécifiques en ville (V. Dupont, F. Dureau, 1988, p. 9). Même si l'accent est mis sur les populations citadines, leur insertion dans le cadre urbain en tant que lieu organisé et territoire approprié est implicite car l'espace

détermine certains comportements sociaux ainsi que des choix culturels et attitudes politiques. Et cela pose le problème des politiques de la ville sur la gestion foncière, l'urbanisme et les données démographiques. Aucune communauté humaine ne peut vivre en vase clos et sans subir les influences des autres : « *Quelle que soit l'importance de la relation qu'elle entretient avec le territoire, la communauté trouve le principe de son existence dans l'histoire* » (P. Bonté, et M. Izard, 2012, p. 166). Mais, les acteurs sociaux doivent réaliser ce changement de façon progressive afin de préserver ses valeurs culturelles. Il y a de ces différends qui pouvaient être réglés en famille et qui sont malheureusement présentés aux autorités administratives. Cette manière de faire crée davantage de frustrés au sein de la communauté. Et ce sont de véritables montagnes qu'elles érigent pour les chefs coutumiers. Les autorités politiques et administratives ne s'impliquent pas suffisamment pour le respect des us et coutumes. La population elle-même contribue malheureusement au non-respect des cultures en ne respectant pas souvent le chef. L'urbanisation entraîne la pluralité des références normatives et la coexistence entre, d'une part, les normes légales codifiées par l'Etat à partir des modèles exogènes et, d'autre part, les manières de faire locales et les coutumes plus ou moins réinterprétées (E. Le bris, 1985, p. 14). En plus de la pluralité des valeurs culturelles au sein de la cité, il y a l'éloignement des villages avec le centre de décision. Le nouveau découpage intégrant Zagtoui à la commune de Ouagadougou, a des avantages et des inconvénients. Pour certaines localités, il y a un problème de distance d'avec le chef-lieu de la commune, comme l'explique le maire de Tanghin Dassouri, Kassoum SIMPORE :

Pour une partie de la population c'est une douleur. Après le découpage on a pris une grande partie de Zokounga mettre dans la commune de Tanghin Dassouri. Dans le temps entre Zokounga et Signonghin ça faisait 6 à 7 km pour rejoindre le chef-lieu de la commune. Mais aujourd'hui pour quitter Zokounga et aller à Tanghin Dassouri il faut parcourir un minimum de 25 km. Et c'est pour ça que je dis que c'est une douleur. Le mogho-naaba, avait fait plusieurs écrits aux haut-commissariat, au gouvernorat, et même jusqu'au ministère, pour que leur village soit rattaché à l'arrondissement 8, au lieu de Tanghin-Dassouri qui est loin. C'est vrai que c'est eux-mêmes qui avaient demandé à être érigé en village et l'autorité avait accédé à leur demande, mais avec l'observation qu'en ce moment le village sera rattaché à Tanghin Dassouri qui est encore une commune rurale.

Les avantages sont entre autres le développement des activités commerciales et des services sociaux de base (écoles, centres de santé etc.).

## Conclusion

Nous avons montré dans les rapports entre Ouagadougou et Zagtoui que l'idée impériale n'était pas absente de la pensée politique des sociétés africaines. Malgré tout,

si l'on adopte un point de vue éthique, il apparaît que les Moose ont pensé tout à la fois un ordre politique, un espace dominé par des formations royales, ainsi qu'une philosophie du pouvoir renvoyant à une forte vision de soi. Tout ceci a été le moteur d'une expansion territoriale initiale, puis de l'intégration différenciée de diverses couches de la « société globale » avant la conquête. Cela s'est poursuivi après la période coloniale avec l'intégration de Zagtouli à Ouagadougou et bien d'autres localités. Zagtouli est à présent un quartier de la ville de Ouagadougou, faisant partie de l'Arrondissement n°8. Et cela est lié à l'extension rapide de la ville de Ouagadougou. Face à l'absence de terre pouvant accueillir tous les migrants dans la ville de Ouagadougou, les migrants s'installent dans les quartiers périphériques autrement dit dans les villages voisins et demandent par la suite une amélioration de leur cadre de vie. Or, la réalisation de ces infrastructures rattache immédiatement ce village loti à la commune de Ouagadougou. C'est ainsi que Zagtouli est devenu un quartier de la capitale. Les éléments positifs résident dans l'augmentation du nombre d'infrastructures scolaires, sanitaires et le développement des activités commerciales.

## 1. Sources

### 1.1 Les sources archivistiques

- ANBF, n°39, Le rapport agricole annuel de la Haute-Volta de 1930
- ANS, 3G1/22, Affaires politiques : Création, fonctionnement, vérification communes mixtes, Abidjan, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou (1919-1940)
- La loi n°04/93/ADP du 12 mai 1993 portant organisation municipale

### 1.2 Les informateurs

Nom et prénoms	Âges	Fonction	Date de l'entretien	Lieu
KABORE Ali	57	Jardinier	19/12/2020	Zagtouli
KOMPAORE Assami	72	Couturier	13/12/2020	Zagtouli
Naba KANGO		Chef de Zagtouli	11/12/2020	Zagtouli
SAWADOGO Salamata	61	Ménagère	17/12/2020	Zagtouli
SIMPORE Kassoum		Maire de l'arrondissement N°8	14/12/2020	Zagtouli

## 2. Éléments de bibliographie

- BINGER Louis Gustave, 1982, *Du Niger au golfe de Guinée*, Paris, Hachette, tome I.
- DIM Delobsom, Antoine, 1932, *L'Empire du Mogho-Naba. Coutumes des Mossi de la Haute-Volta*, Paris, Montchrestien.
- DUPONT Véronique et DUREAU Françoise, 1988, *Renouveler l'approche de la dynamique urbaine par l'analyse des migrations ? Essai méthodologique à partir d'expériences en Afrique de l'Ouest*, Bordeaux : CEGET/CNRS,
- HARISSOU Abdoulaye, 2011, *La Terre, un droit humain - Micropropriété, paix sociale et développement*, Éditions Dunod.
- IZARD Michel, 1985, *Gens du pouvoir, gens de la terre. Les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga (Bassin de la Volta Blanche)*, Cambridge/ Paris, Cambridge University Press/ Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- KOHLER Jean-Marie, 1971, *Activités agricoles et changements sociaux dans l'Ouest-Mossi (Haute-Volta)*, Paris, ORSTOM, Mémoire n°46.
- SAVONNET-GUYOT Claudette, 1986, *État et sociétés au Burkina : essai sur le politique africain*, Paris, Karthala.
- SCHWARTZ Alfred, 1993, *Brève histoire de la culture du coton au Burkina Faso*, ORSTOM. Centre de Bondy, 72, route d'Aulnay, 93 143 BONDY (France).
- SISSAO Claude, « Les enjeux du pouvoir communal pendant la colonisation : le cas de Ouagadougou (1927-1960) » in Gabriel MASSA et al. (dir.), *La Haute-Volta coloniale. Témoignages, recherches, regards*, Paris, Karthala, p.117-127.
- SKINNER Elliott P., 1972, *Les Mossi de la Haute-Volta*, Paris, Les Editions internationales.
- Moussa Sy et al, Sd, *Document d'orientation politique sur l'agriculture urbaine à Ouagadougou, Burkina Faso*, PROJET URBANFOOD<sup>PLUS</sup>, 35 p.
- MARCHAL Jean Yves, 1986, « Prémisses d'un État moderne ? Les projets coloniaux dans le bassin des Volta, 1897-1960 », *Cahiers d'études africaines*, Vol.26, N°103, p.403- 420.
- BALANDIER Georges, 1985, *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, (seconde édition).
- SAMBARE Aboubacar, 2017, *L'artisanat textile féminin au Burkina Faso. Des ouvriers à l'utilisation du faso dan fani par la haute couture (1917-2010)*, Université Ouaga 1 Pr Joseph KI-ZERBO, Thèse de doctorat unique en Histoire africaine.
- OUEDRAOGO, B., 2003, *Perception des maraîchers de Ouagadougou sur l'Eau, l'Hygiène et les Maladies*, Agriculture urbaine, 8, pp. 24-25.
- SONDO, Rose-Marie (Sœur), 1998, *Au service de Dieu et des hommes en Haute-Volta (Burkina Faso). Monseigneur Thévenoud*, Ouagadougou, S.O.G.I.F.
- TRAORE Abdoulaye, 1993, *La gestion communale de Ouagadougou*, Université de Ouagadougou, Mémoire de Maîtrise en géographie, 147 p.